

Brèves économiques et financières

Semaines du 17 au 23 avril 2020

Résumé :

- Le Parlement brésilien approuve l'extension de l'aide d'urgence de 600 BRL aux travailleurs informels mais limite d'autres programmes de soutien
- R. Campos Neto assure une stratégie prudente de la Banque Centrale face à la crise
- Selon la Banque Mondiale, jusqu'à 5,7 millions de brésiliens pourraient tomber dans l'extrême pauvreté à cause de la crise liée au COVID-19
- La crise liée au COVID-19 force le Brésil à abandonner son objectif de privatisation et de désinvestissement pour 2020
- Le graphique de la semaine : selon le FMI, la chute de la croissance brésilienne devrait être l'une des plus fortes d'Amérique latine et des Caraïbes
- Evolution des marchés du 17 au 23 avril 2020

Le Parlement brésilien approuve l'extension de l'aide d'urgence de 600 BRL aux travailleurs informels mais limite d'autres programmes de soutien

Le Parlement a approuvé hier le projet de loi visant à étendre les bénéficiaires de l'aide d'urgence de 600 BRL mensuels pendant trois mois. Plus d'une dizaine de catégories de travailleurs sont concernées par cette extension : forains, vendeurs de rue et de plage, chauffeurs de VTC, arbitres de foot, serveurs, intermittents et autres travailleurs journaliers, etc. De plus, les chefs de famille célibataires (pères ou mères) et les mères adolescentes recevront une aide de 1200 BRL. Enfin, les conditions d'accès à l'aide ont été assouplies (abaissement des critères de revenu, levée de l'obligation d'avoir un CPF régulier...). L'impact **fiscal de l'élargissement de cette mesure devrait s'élever à 20 Mds BRL par an (0,28% du PIB), mais elle reste à soumettre à l'approbation présidentielle.**

Le Parlement a cependant amendé deux fois le texte initial approuvé par le Sénat. D'un part, **il a supprimé l'extension d'un soutien permanent aux faibles revenus** (le *Benefício de Prestação Continuada*), dont le coût s'élevait à 20 Mds BRL par an. D'autre part, **un article créant un programme d'aide à l'emploi n'a pas été conservé.** Celui-ci **prévoyait que le gouvernement paye une partie des salaires des travailleurs** afin qu'ils ne soient pas licenciés dans la période suivant l'épidémie de COVID-19 et devait coûter 114 Mds BRL (1,57% du PIB). Dès lors, **les paiements ne se feront que pendant la période de calamité publique.**

R. Campos Neto assure une stratégie prudente de la Banque Centrale face à la crise

Le gouverneur de la Banque Centrale du Brésil (BCB), R. Campos Neto, a révélé des éléments concernant la stratégie de politique monétaire de la BCB pour les prochains mois, à l'occasion d'un webinar organisé par le journal Estadão.

Alors que le contexte actuel se caractérise par une très forte volatilité des marchés et des prévisions de croissance¹ ainsi que par une distorsion de l'information contenue dans les prix, les principales variables analysées par les banques centrales pour mener leur politique monétaire (notamment l'inflation anticipée) sont biaisées. Selon R. Campos Neto, **la BCB devrait donc adopter un comportement de « wait and see » (maintien du taux directeur au niveau actuel), d'autant plus qu'une nouvelle baisse du taux directeur (Selic) ne devrait pas se traduire par une hausse de l'offre de crédit à court terme.** En outre, l'énorme sortie de devises en un an (dix fois plus forte qu'en 2008), le ralentissement des réformes structurelles et le minimum historique atteint par le taux d'intérêt du marché monétaire (Selic) sont autant d'éléments qui appellent à la prudence.

¹ Cette semaine, la FGV et le Cepal ont publié des prévisions alarmantes sur la croissance du PIB brésilien en 2020, de l'ordre de -3,4% et -5,2% respectivement.

A défaut d'intervenir par le biais de son taux d'intérêt directeur, la BCB prévoit néanmoins une stratégie autour de trois axes :

- **Assurer un niveau suffisant de liquidité et du capital bancaires**, par le biais de politiques d'achat de titres publics et privés s'assimilant à des politiques monétaires non conventionnelles² et de l'abaissement des réserves obligatoires. Jusqu'à présent, les coussins de liquidités libérés s'élèvent à 1,2 Mds BRL (17% du PIB).
- **Surveiller le crédit**, alors que son coût a augmenté et que certains secteurs sont rationnés, et inciter les banques à « ouvrir le robinet » des prêts (notamment pour les PME).
- **Stabiliser les marchés**. Campos Neto rappelle que la BCB ne cherche pas à cibler le taux de change BRL/USD ni la courbe des taux d'intérêt. De plus, il **écarte catégoriquement la possibilité de mettre en place des contrôles de capitaux** ou l'utilisation des réserves internationales pour accroître l'investissement public (alors même que leur coût quasi-fiscal est élevé).

Selon la Banque Mondiale, jusqu'à 5,7 millions de brésiliens pourraient tomber dans l'extrême pauvreté au Brésil à cause de la crise liée au COVID-19

Dans une étude publiée récemment, la Banque Mondiale explique comment la crise du COVID-19 va exacerber les inégalités actuelles dans le monde. Les personnes qui vont le plus subir les effets de la crise sont les femmes, les autoentrepreneurs (plutôt que les salariés), les travailleurs informels, les personnes travaillant dans un certain nombre de secteurs (dont le tourisme et les services à la personne par exemple) et les personnes à plus faible revenu.

Dans son rapport, la Banque Mondiale rappelle l'importance que les Etats interviennent pour minimiser les impacts dévastateurs de la perte actuelle des revenus sur les populations vulnérables, pour limiter les effets à long terme qui augmentent la pauvreté et créent des trappes à inégalités : compenser les pertes de revenus non liés au travail, assurer la consommation des biens de première nécessité, assurer le bon fonctionnement des services publics et protéger l'emploi. Elle rappelle néanmoins que les contraintes budgétaires et la faible capacité des services de santé sont des véritables enjeux pour les gouvernements des pays à faible revenu.

Selon les calculs de la Banque Mondiale obtenus par le journal Valor³, 5,7 millions de brésiliens pourraient tomber dans l'extrême pauvreté⁴ si le gouvernement ne parvient pas à développer efficacement ses programmes sociaux et à soutenir les entreprises dans le maintien de l'emploi. Dès lors, le taux d'extrême pauvreté passerait de 4,4% en 2019 à 7% en 2020. En parallèle, le taux de pauvreté « large »⁵ passerait de 19,5% en 2019 à 22,4% en 2020 (correspondant à une hausse de 6,2 millions de personnes). Néanmoins, ces chiffres ne devraient pas être atteints dans un scénario où le Brésil maintient ses programmes sociaux comme la *Bolsa Familia*, assure une aide d'urgence de 600 BRL aux travailleurs à faible revenu et augmente ses lignes de crédit pour les PME.

La crise liée au COVID-19 force le Brésil à abandonner son objectif de privatisation et de désinvestissement pour 2020

S. Mattar, secrétaire spécial chargé de la privatisation, du désinvestissement et des marchés, a annoncé l'abandon de l'objectif de privatisation et de désinvestissement pour 2020 compte tenu de la crise provoquée par le COVID-19. Cet abandon est particulièrement problématique pour le gouvernement brésilien car il faisait partie intégrante de ses prévisions budgétaires pour l'année et que la crise entraîne avec elle une hausse des dépenses publiques ainsi qu'une forte baisse des recettes fiscales.

En 2019, le gouvernement avait levé 51,4 Mds BRL en privatisations et 54 Mds BRL en désinvestissements. **L'objectif de privatisations et de désinvestissements pour 2020 était de vendre 300 actifs pour un montant de 150 Mds BRL mais S. Mattar le considère comme « très ambitieux ».** En effet, trois raisons rendent cet objectif inatteignable :

² Les achats de titres sur le marché primaires sont interdits donc la BCB n'intervient que sur le marché secondaire.

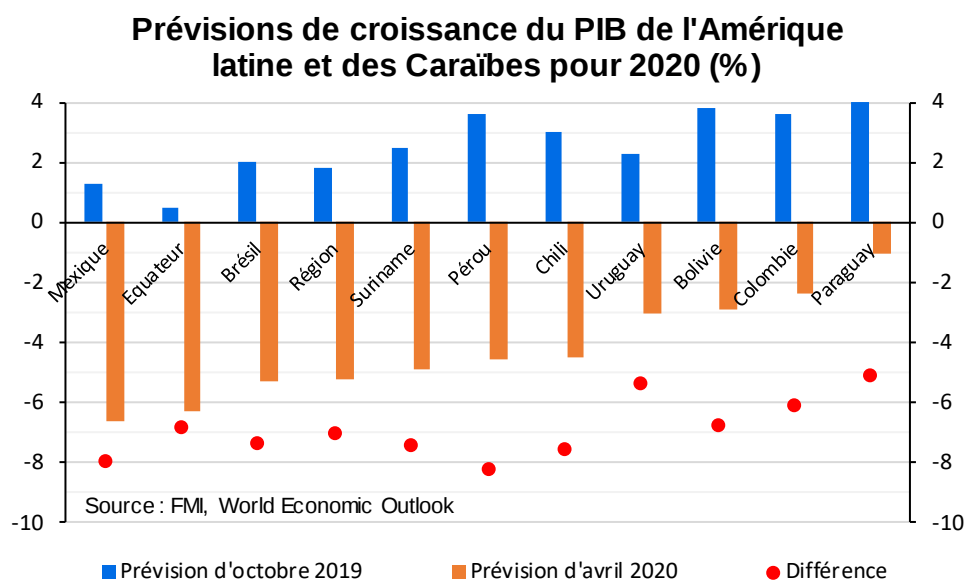
³ Ces calculs se fondent sur un scénario de chute de la croissance brésilienne de -5% du PIB en 2020.

⁴ L'extrême pauvreté concerne les personnes dont le revenu est inférieur à 1,9 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2011).

⁵ La pauvreté « large » concerne les personnes dont le revenu est inférieur à 5,5 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2011) et supérieur à 1,9 USD par jour.

seulement 29,5 Mds BRL de ventes ont été réalisés depuis janvier⁶, la crise perturbe trop les marchés pour vendre des parts d'actifs publics et les parlementaires se concentrent actuellement sur les questions d'urgence pour lutter contre la crise plutôt que sur les programmes de privatisation. En particulier, **S. Mattar considère qu'il ne serait pas possible de vendre des participations publiques étant donné la très forte dépréciation de leur valeur depuis le début de l'année**. A titre d'exemple, la privatisation d'Eletrobras, initialement prévue pour octobre 2020, devrait avoir lieu au deuxième trimestre 2021.

Le graphique de la semaine : selon le FMI, la chute de la croissance brésilienne devrait être l'une des plus fortes d'Amérique latine et des Caraïbes



Evolution des marchés du 17 au 23 avril 2020

Indicateurs ⁷	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+3,5%	-31,4%	81299,91
Risque-pays (EMBI+ Br)	+32pt	+208pt	426
Taux de change R\$/USD	+3,8%	+35,8%	5,4573
Taux de change R\$/€	+3,3%	+30,9%	5,9053

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. **Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Tristan GANTOIS-adjoint.**

⁶ Ce montant concerne les ventes d'actions excédentaires de l'União no Banco do Brasil (1,1 Mds BRL), des ventes de participations de la BNDES dans Petrobras et Light (22,4 Mds BRL) et le désinvestissement dans Petrobras (6 Mds BRL).

⁷ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.